

Pachinian : « Il n'y a plus de passe-droit en Arménie »

Le premier ministre arménien, élu en mai, s'est engagé dans une lutte implacable contre la corruption

ENTRETIEN

Leader de la « révolution de velours » qui a secoué l'Arménie en avril-mai 2018, le premier ministre Nikol Pachinian était à Paris, vendredi 14 septembre, pour y rencontrer Emmanuel Macron. Le président français se rendra quant à lui à Erevan le 10 octobre, pour une visite officielle durant laquelle il participera au Sommet de la francophonie qui se tiendra cette année dans la capitale arménienne.

Quatre mois après votre arrivée au pouvoir, qu'avez-vous déjà réussi à changer en Arménie ?

La presse, aujourd'hui, est plus libre que jamais. Pour la première fois dans l'histoire de notre III^e République (depuis 1991), il n'y a plus de passe-droits ni de privilèges. Nous menons une lutte sans précédent contre la corruption et contre l'économie souterraine. Il n'y a plus de monopoles économiques. Le 23 septembre se tiendront dans la capitale Erevan des élections municipales qui seront les plus libres de son histoire. A la différence des autres révolutions – du moins de celles que je connais –, la nôtre n'a pas été suivie par une chute de l'économie. Au contraire, les indices sont plutôt dans le vert, les capitaux rentrent dans le pays, le prix de l'immobilier monte, les dépôts augmentent dans les banques. Nous avons réussi à mettre sur pied un nouveau système de gouvernance populaire démocratique directe.

Vous avez été élu par le Parlement sous la pression de la population, mais il reste dominé par les députés de l'ancien pouvoir de Serge Sarkissian. Est-ce tenable ?

Quand j'ai été élu premier ministre par le Parlement, je ne pouvais a priori compter que sur quatre voix, dont la mienne. Mais l'ancien régime a dû céder. Le peuple arménien n'a aucune confiance en ce Parlement. C'est un réel point noir de notre réalité politique. Mais il faut voir la situation dans sa dynamique.

Vingt jours après mon élection, le Parlement a voté un programme de gouvernement spécifiant que des élections parlementaires anticipées devaient se

tenir dans l'année. Cette décision doit être mise en œuvre et si le Parlement revient sur son engagement, la population se révol-

tera à nouveau. Nos opposants pensaient que notre popularité s'éroderait au fil des mois. Certains de nos partisans voulaient aussi que nous organisions le scrutin au plus vite. Les Arméniens peuvent voir ce que nous faisons et le temps joue en notre faveur.

Depuis votre arrivée au pouvoir, vous avez rencontré trois fois le président Vladimir Poutine. L'Arménie peut-elle mener une politique pleinement indépendante par rapport à son allié russe ?

Nous ne sommes ni pro, ni anti-russe, américain, européen, iranien. L'Arménie est un Etat souverain et mon gouvernement défend exclusivement les intérêts de nos peuples et de notre Etat. Cela a été clair dès mes premiers entretiens avec le président de la Fédération de Russie, qui a évoqué son respect pour notre souveraineté nationale et notre droit à mener la politique étrangère que nous voulons. Il n'était pas intervenu quand j'étais opposant pour empêcher notre révolution. Il n'intervient pas non plus depuis que je suis premier ministre. Nos relations sont fondées sur un respect mutuel.

Peut-il y avoir un effet de contagion de la « révolution de velours » de l'Arménie sur l'ancien espace soviétique ?

Ce qui s'est passé en Arménie est un phénomène à part. Chaque Etat a ses propres problèmes, ses aspirations particulières. Il n'est pas possible d'étendre artificiellement l'exemple d'un pays à d'autres.

Comment entendez-vous surmonter l'impasse diplomatique dans laquelle l'Arménie se trouve avec l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh ?

Prenons la réalité telle qu'elle est : les autorités azerbaïdjanaises veulent laisser l'impression que le Haut-Karabakh doit se trouver au sein du territoire de l'Azerbaïdjan. Mais veulent-elles parvenir à cet objectif sans parler avec les autorités du Haut-Karabakh ? Je ne com-

prends pas bien quelle est cette logique qui consisterait à dire que le Haut-Karabakh doit vivre dans le même Etat que l'Azerbaïdjan, mais qu'on ne veut pas lui parler ?

L'Azerbaïdjan entre là en contradiction avec lui-même. Si Bakou veut vivre dans un même Etat que le Haut-Karabakh, il doit être intéressé d'entamer des négociations avec lui le plus tôt possible. Ou alors Bakou veut en fait récupérer le Haut-Karabakh sans les populations qui y vivent ? Cela signifierait que l'Azerbaïdjan veut chasser ou détruire les habitants du Haut-Karabakh. Bakou s'apprête-t-il à pratiquer un nouveau génocide contre les Arméniens, dans le Haut-Karabakh ? Si c'est cela, les autorités du Haut-Karabakh ont raison d'insister pour dire que les Arméniens ne peuvent pas vivre au sein du même Etat que l'Azerbaïdjan. Car dans un tel cas, rester au sein de l'Azerbaïdjan constitue une menace pour la vie de tout citoyen du Haut-Karabakh.

Dans le cadre de la préparation du prochain Sommet de la francophonie à Erevan, vous avez rencontré le président Macron. Qu'attendez-vous de ce sommet, qui constitue l'événement diplomatique le plus important depuis l'indépendance de l'Arménie en 1991 ? Et qu'attendez-vous de la France ?

A propos du Sommet, notre attente est que l'Organisation internationale de la francophonie sorte de ce rendez-vous encore plus renforcée. Et en tant que pays hôte, nous en ressentons l'obligation. S'agissant de la prochaine visite d'Etat du président français, nous attendons que les relations franco-arméniennes atteignent un nouveau seuil, notamment dans le domaine des échanges commerciaux entre les deux pays, l'augmentation des investissements de la France en Arménie et une coopération encore plus étroite au sein des organisations internationales et dans le domaine de la sécurité régionale et internationale. La rencontre que j'ai eue vendredi avec le président Emmanuel Macron me donne une bonne base pour penser que les choses vont dans ce sens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
GAIJZ MINASSIAN ET MARC SERMO